



JOURNÉE INTERNATIONALE

DES DROITS DE L'ENFANT

20 novembre 2017

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, RESF-54, la Ligue des Droits de l'Homme (section de Nancy), Un Toit pour les Migrants et le Syndicat des Avocats de France se mobilisent aux côtés des enfants et adolescents pour dénoncer les graves atteintes portées à leurs droits fondamentaux.

En Meurthe-et-Moselle, et plus particulièrement à Nancy, comme dans beaucoup d'autres départements, des adolescents se retrouvent à la rue en dépit des obligations en matière de protection de l'enfance.

Ces jeunes victimes d'une politique du soupçon voient leur minorité contestée à l'issue d'une procédure d'évaluation qui apparaît le plus souvent partielle et donc injuste.

Quant à ceux qui sont pris en charge, des retards inadmissibles sont constatés, qu'il s'agisse de leur scolarisation ou du suivi des soins pour ceux qui sont malades.

Pour seule réponse, le gouvernement envisage de marginaliser encore un peu plus ces adolescents en les excluant du droit commun pendant la première phase d'évaluation de leur situation.

Nous savons que les professionnels en charge de leur protection sont soumis à des conditions de travail difficiles et sont contraints, parfois, d'appliquer des mesures contraires à leur éthique professionnelle.

Pour exiger le respect des droits de tous ces jeunes et soutenir les salariés du social qui les accompagnent,

RESF-54, la LDH-Nancy, Un Toit pour les Migrants,

et le Syndicat des Avocats de France

appellent à être présents le 20 novembre à 13 h 30,

devant le hall d'accueil du Conseil Départemental de Meurthe et Moselle,

rue du Sergent Blandan.